

Genève, le 27 janvier 2017

Communiqué de presse du collectif Perce-Frontières : retour sur une manifestation où certain.e.s n'ont pas pu se rendre

Ce vendredi 27 janvier, plus de 500 personnes ont joyeusement défilé dans les rues de Genève pour revendiquer de meilleures conditions d'accueil pour les personnes en exil et mettre les autorités face à leur échec.

Après plusieurs prises de paroles en différentes langues sur la promenade de la Treille, le cortège flamboyant et bruyant s'est ébranlé direction l'Hospice général et les rues basses où il a été rejoint par une population solidaire. Après 2h de défilé, le cortège, fortement encadré par une police intimidante (voltigeurs, canon à eau...), est arrivé au Grütli, lieu symbolique puisqu'il avait été occupé en 2015 par le collectif No Bunkers. La manifestation a été suivie par un moment convivial autour d'une soupe. Eclairés par des torches, la colère des manifestant.e.s s'est exprimée au travers de slogans tels que « **No Borders, no nation, stop deportation !** » ou « **C'est pas les réfugié.e.s, c'est pas les immigré.e.s, c'est Pierre Maudet qu'il faut virer** » repris en chœur par les manifestant.e.s.

Les bunkers toujours ouverts malgré les engagements des autorités

Alors que près de 400 personnes dorment toujours sous terre deux ans après l'engagement de M. Poggia de fermer les bunkers fin 2016, nous avons peine à croire ce dernier lorsqu'il déclare que plus de 1000 places devraient voir le jour pour 2018.

La facilité avec laquelle M. Poggia s'assied sur ses engagements nous fait craindre qu'il n'hésite pas à reloger les habitant.e.s du foyer Frank-Thomas dans des conditions plus désastreuses encore qu'avant sa rénovation.

La police intimide les manifestant.e.s

Le Collectif Perce-Frontières dénonce la provocation scandaleuse de la police cantonale qui, tout en délivrant l'autorisation, a indiqué qu'elle procéderait à des contrôles préventifs d'identité aux abords de la manifestation. **La police n'a ainsi pas hésité à fouiller le matériel (deux charrettes contenant de la soupe et du vin chaud...) du collectif ayant organisé la manifestation avant le départ alors même qu'il avait été annoncé à la Police que celui-ci serait amené. Ironiquement, ce contrôle a eu lieu sous les yeux ahuris de M. Poggia qui passait par là. Interpellé, M. Poggia a préféré se débiter discrètement plutôt que d'assumer le sale travail de la police cantonale.**

Durant la manifestation...

Le résultat est là : de nombreuses personnes en exil ont annoncé qu'elles ne prendraient pas le risque de venir ce soir. Les personnes en exil qui se mobilisent subissent une répression toujours plus forte de la part des autorités. Se faire contrôler lors d'une manifestation représente une menace réelle pour elles d'enfermement, de renvois ou des représailles ultérieures de l'administration. Il y a deux ans, le collectif Stop Bunkers a lu une lettre ouverte devant le parvis de l'Hospice Général pour dénoncer leurs conditions de vie. **Aujourd'hui, aucun des concerné.e.s n'a osé lire le texte en public qui avait été écrit pour l'occasion. La police de M. Maudet a eu ce qu'elle voulait : l'exercice d'une liberté d'expression élémentaire a été retiré aux personnes qui ont déjà le moins la parole.**

Le Collectif Perce-Frontières n'entend pas en rester là et refuse de laisser s'implanter une politique d'asile carcérale qui se résume à ségréguer les personnes en exil pour mieux renvoyer ceux et celles à qui elle refuse protection. Plutôt que de construire des foyers dans

lesquels les personnes en exil puissent vivre dignement, l'Etat construit des centres de renvois fédéraux. Nous ne laisserons pas Pierre Maudet transformer Genève en fer de lance du volet carcéral de la politique d'asile.

Pour rappel, le collectif Perce-frontières demande :

- La communication publique d'un plan de création de 560 places pour l'accueil des migrant-e-s d'ici à la fin du mois ;
- Un calendrier précis de l'ouverture de ces places d'accueil avec une échéance précise de fermeture des bunkers ;
- La description précise des conditions des places prévues (m²/personnes, etc) ;
- La réintégration des habitant-e-s du foyer Frank Thomas dans le foyer rénové dans des conditions meilleures ou égales à celles d'avant les travaux ; et
- L'arrêt immédiat des projets de construction d'un centre fédéral d'expulsion, d'une nouvelle prison et des arrestations à l'Office Cantonal de la Population et des Migrations (OCPM).

Le collectif Perce Frontières

Contact : perce-frontieres@noborders.ch

Tel : +41 76 819 78 88